



# FORUM ST-LAURENT

sur la sécurité internationale

## ANALYSE DU RISQUE DE RÉSURGENCE D'UN CONFLIT ARMÉ EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (BiH)

Note politique étudiante

Par Véronique Labonté, École supérieure d'études internationales – Université Laval

### SOMMAIRE EXÉCUTIF

*Depuis plusieurs mois, Milorad Dodik, membre serbe de la présidence collégiale de la BiH, affirme vouloir sortir la Republika Srpska (RS) du cadre institutionnel et constitutionnel instauré par les Accords de Dayton en 1995. Il en fait un des enjeux centraux des prochaines élections d'octobre 2022. Les velléités d'indépendance et la proximité de l'homme avec le pouvoir russe font craindre le pire et nous forcent à nous poser la question : comment éviter le scénario catastrophe d'un retour à la violence armée dans la région? Je reviens aujourd'hui sur les dimensions qui m'apparaissent les plus importantes pour comprendre l'état de la situation soit : les conséquences de la loi interdisant la négation du génocide, l'échec de la réforme électorale, l'adoption récente de sanctions internationales et l'impact de la guerre en Ukraine sur la région. Une bonne compréhension de ces enjeux permettra de guider le Canada vers une action diplomatique cohérente et de sensibiliser ses alliés au risque de résurgence d'un conflit dans les Balkans occidentaux.*

### INTRODUCTION

Si les accords de Dayton ont bel et bien mis fin aux combats en 1995, le conflit est toujours présent dans l'espace politique et symbolique en BiH. Durant la période de transition, les organisations internationales se sont impliquées dans tous les aspects de la reconstruction. Pourtant, les processus

d'adhésion à l'OTAN d'une part, et à l'Union européenne (UE) d'autre part, ont beau avoir débuté en 2016 et 2010 respectivement, la BiH ne remplit pas les conditions d'une adhésion formelle à aucune des deux organisations. La lutte contre la corruption est toujours menée de manière inadéquate, les leaders ethnonationalistes continuant de capter les ressources financières étatiques depuis 30 ans. C'est sans compter les nombreuses réformes législatives bloquées en raison d'une assemblée parlementaire dysfonctionnelle et un taux de chômage vertigineux qui participe à un exil massif des jeunes vers l'UE. Cet état des lieux rapide permet de comprendre dans quel contexte se sont développées les vives tensions qui traversent le pays et l'inquiétude qui gagne les observateurs depuis plusieurs mois.

## **DES LOIS QUI ALIMENTENT LES DIVISIONS**

Depuis la fin de la guerre, un régime semi-autoritaire s'est installé durablement en RS. Une rhétorique clivante alimente l'espace public bosno-serbe et rend quasi impossible un rapprochement entre les entités. L'adoption, en juillet 2021, de la «Loi Inzko», interdisant la glorification des criminels de guerre et la négation du génocide des Bosniens musulmans de Srebrenica, a servi de catalyseur et exacerbé les tensions. En réponse, la RS a instauré la possibilité de sanctions pénales pour ceux qui dépeindraient l'entité serbe comme génocidaire. Dodik, pour sa part, présenta un plan de sortie en sept points à la suite de cet événement et amorça un retrait de la RS des institutions communes. La sécession de la RS (et un rattachement de facto à la Serbie) serait dans la continuité des objectifs serbes au cours de la guerre de 1992-95 de former un territoire ethniquement « pur ».

Avant chaque élection, il est courant pour les partis ethnonationalistes de BiH de s'engager dans des politiques déstabilisantes, et ce afin d'assurer leur réélection et cacher leurs piètres performances à la fois sociales et économiques. La réforme de la loi électorale est le dernier exemple en date de cette tactique. Il est d'abord important de souligner que la Constitution de 1995 a été jugée discriminatoire à l'encontre des minorités par la Cour européenne des droits de l'homme à quatre reprises. C'est pourquoi une Commission sur la réforme de la loi électorale a été mise en place en 2021. Toutefois, les principaux partis politiques assistés par des médiateurs européens et américains n'ont pas réussi à s'entendre pour modifier le texte de loi. Celui-ci stipule entre autres que seuls les candidats des «peuples fondateurs» croates, bosniaques ou serbes peuvent se présenter aux élections présidentielles. Si les anti-nationalistes soutiennent le retrait de la dimension ethnique, les Croates nationalistes sous la bannière du HDZ-BiH veulent, eux, élargir son application à l'électorat, en ne permettant qu'aux Croates de voter pour leurs représentants. L'objectif à peine caché de ces derniers est de morceler plus encore le pays, et ce, afin de créer une entité croate indépendante.

## **IMPLICATION ET ÉVEIL DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE**

Dodik peut autant compter sur le soutien indéfectible d'une partie de l'extrême droite européenne et de la Russie. Cette dernière a usé de son poids en novembre dernier pour conditionner le maintien de la force de sécurité EUFOR en BiH à l'abandon de la présentation annuelle du rapport de l'OHR devant le Conseil de sécurité<sup>1</sup>. Le parti de Dodik a ensuite fait adopter à l'Assemblée nationale de RS les textes permettant de préparer des lois touchant la fiscalité, la sécurité, la défense et la santé en vue de créer ses institutions parallèles. En réaction, les États-Unis ont annoncé des sanctions économiques à l'encontre de Dodik. Cela a permis de mettre une certaine pression sur l'Europe qui, jusqu'à l'invasion de l'Ukraine, semblait désintéressée du cas bosnien. L'EUFOR, soutenue par

l'OTAN, annonçait fin février l'envoi de 500 troupes supplémentaires en BiH. En mars, la Commission européenne planifiait l'ajout de conditions à l'octroi de prêts de plusieurs centaines de millions d'euros pour des projets d'infrastructures en RS. En avril, le Royaume-Uni a annoncé ses premières sanctions économiques à l'encontre de Dodik et Željka Cvijanović, la présidente de RS, en raison de « leurs efforts concertés pour bloquer le fonctionnement de l'État ». Enfin, tout semble indiquer que les derniers événements ont été l'occasion de remettre à jour les discussions sur l'accession de la BiH à l'UE. En effet, pour plusieurs observateurs, déclarer une intention d'intégrer la BiH obligerait la Serbie d'Aleksandar Vucic à choisir son camp entre l'adhésion à l'EU et son soutien à Dodik et aux forces prorusses<sup>2</sup>.

## **CONCLUSION**

Malgré ces avancées, certains croient que le contexte actuel pourrait favoriser le retour au conflit dans les Balkans. C'est notamment le cas du premier ministre kosovar Albin Kurti. D'après lui, l'influence à la fois politique, économique et culturelle de la Russie en RS pourrait conduire Poutine à tenter de créer un axe Banja Luka-Moscou, et ce pour éviter l'expansion de l'OTAN dans les Balkans. En mars dernier, à propos d'une possible adhésion du pays l'organisation internationale de défense, l'ambassadeur russe en BiH a semé la consternation en déclarant que la Russie allait « réagir en cas de menace ». Cette provocation additionnée à la rhétorique belliqueuse de Dodik et la multiplication des incidents à caractère ethnique ravivent de douloureux souvenirs chez la population. Il est donc plus que temps de s'attarder à l'instabilité grandissante dans les Balkans occidentaux et mettre en lumière la nécessité de barrer la route aux forces politiques qui souhaitent précipiter la BiH vers un point de rupture.

## **IMPLICATIONS ET RECOMMANDATIONS**

Le Canada est l'un des 11 membres du comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix en Bosnie-Herzégovine, dont le but est de soutenir le travail du Haut Représentant Christian Schmidt. À ce titre, le Canada a donc toute la légitimité d'émettre certaines recommandations et de soutenir les actions qu'il juge pertinentes.

- Le Canada, déjà favorable à l'intégration de la BiH à l'OTAN, doit profiter des prochaines rencontres de l'organisation pour sensibiliser ses alliés aux risques de voir la BiH basculer dans la violence et la RS devenir un état-vassal de la Russie.
- Le Canada pourrait également soutenir l'augmentation du nombre de soldats de l'EUFOR-Althea à la frontière entre les entités jusqu'aux prochaines élections de manière à protéger l'intégrité du processus électoral.
- Le Canada doit faire pression sur l'UE pour accélérer le processus d'intégration de la BiH et demander aux négociateurs d'assurer la représentation des groupes issus de la société civile, notamment des femmes.
- Le Canada doit évaluer la possibilité d'imposer des sanctions économiques aux acteurs politiques qui tentent de déstabiliser le pays, notamment Milorad Dodik.

## Lectures complémentaires :

Analyse (2022) d'Aline Cateux et Loïc Trégourès sur le site de la Fondation Jean Jaurès : <https://www.jean-jaurès.org/publication/bosnie-herzegovine-vers-un-eclatement-du-pays/>

Belloni, R. (2020). *The rise and fall of peacebuilding in the Balkans*. Springer International Publishing.

Bieber, F. (2020). *The rise of authoritarianism in the Western Balkans*. Cham : Palgrave Macmillan.

Mujanovic, J. (2018). *Hunger and fury. The crisis of democracy in the Balkans*. Oxford University Press.

## Notes de fin

1 Dans ce premier rapport qui a tout de même largement circulé, le nouveau Haut Représentant Christian Schmidt a signifié que la BiH subissait « la plus grande menace existentielle de l'après-guerre ». Son deuxième rapport a pu être présenté au Conseil de sécurité le 14 mai 2022 et ce, malgré l'opposition de la Russie et de la Chine.

2 Lien vers la lettre ouverte : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/17/si-nous-avons-failli-en-ukraine-nous-pouvons-encore-eviter-qu-il-ne-soit-trop-tard-pour-la-bosnie-herzegovine\\_6117860\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/17/si-nous-avons-failli-en-ukraine-nous-pouvons-encore-eviter-qu-il-ne-soit-trop-tard-pour-la-bosnie-herzegovine_6117860_3232.html)